



Les pressions perverses en faveur d'un État palestinien

- Joel Hilliker
- [20/05/2025](#)

Ce sont des jours difficiles pour Israël. Il vient d'intensifier son offensive à Gaza afin de faire pression sur le Hamas pour qu'il libère les derniers otages. Cela lui a valu d'être snobé par l'administration Trump, et maintenant par la France, le Royaume-Uni et le Canada.

La France a l'appui du Hamas : Après 591 jours, le Hamas détient encore 58 otages israéliens, dont 24 sont soupçonnés d'être encore en vie. Israël en a assez. Déterminé à mettre fin à la folie, il a repris les frappes contre le Hamas.

Rappelons que le Hamas pourrait arrêter cela immédiatement en libérant les otages. Il refuse. Ses dirigeants se moquent de ce qui arrive à leur territoire ou à leur peuple. Pourtant, d'une manière ou d'une autre, les nations occidentales voient Israël comme le méchant.

Lundi, la France, le Royaume-Uni et le Canada ont conjointement annoncé non seulement leur condamnation de l'offensive israélienne, mais aussi leur intention de reconnaître un État palestinien. La déclaration conjointe se lit comme suit :

Nous nous opposons fermement à l'expansion des opérations militaires d'Israël à Gaza. Le niveau de souffrance humaine à Gaza est intolérable. [...] Nous appelons le gouvernement israélien à cesser ses opérations militaires à Gaza et à laisser immédiatement entrer l'aide humanitaire à Gaza.

La déclaration appelle à un cessez-le-feu immédiat d'Israël et à la libération de tous les otages restants comme « un moyen d'atteindre une solution à deux États ». On suppose donc que si le Hamas conserve des otages, Israël n'est pas obligé de s'arrêter. Mais il semble que ce soit rarement la façon dont Israël est traité.

La déclaration mentionne une conférence prévue en juin en Arabie saoudite, qui « travaillera à la mise en œuvre d'une solution à deux États, qui est la seule manière d'apporter une paix durable et une sécurité durable ». Elle conclut ainsi : « Nous nous engageons à reconnaître un État palestinien comme une contribution à la réalisation d'une solution à deux États et nous sommes prêts à travailler avec d'autres à cet égard. » Cela suggère que l'issue de la conférence de juin est déjà décidée : ces pays s'engagent à reconnaître la Palestine et veulent encourager d'autres nations à se joindre à eux.

Le Hamas a apprécié cette déclaration. Ils ont répondu en l'appelant « un pas significatif dans la bonne direction ». Lorsque le Hamas vous fait l'éloge, vous savez que vous êtes du mauvais côté.

La France, le Royaume-Uni et le Canada ont de gros problèmes avec leurs populations musulmanes, et cela peut être conçu pour les apaiser. Mais l'esprit pro-Hamas et anti-Israël se répand clairement.

Benjamin Netanyahu a répondu par sa propre déclaration, qui était tout à fait précise :

En demandant à Israël de mettre fin à une guerre défensive pour notre survie avant que les terroristes du Hamas sur notre frontière ne soient détruits, et en exigeant un État palestinien, les dirigeants de Londres, d'Ottawa et de Paris offrent un énorme prix pour l'attaque génocidaire contre Israël du 7 octobre, tout en invitant à commettre d'autres atrocités de ce genre.

Le fait que la déclaration cible Netanyahu, au lieu de simplement critiquer le gouvernement israélien, en dit long. Mais ce que les étrangers ne comprennent pas, c'est que la plupart des Israéliens considèrent Netanyahu comme *trop laxiste* envers le Hamas. En fait, les attaques contre Netanyahu pour son combat contre le Hamas le renforcent politiquement.

L'avenir d'Israël et de Jérusalem est [profondément significatif dans la prophétie du temps de la fin](#). Nous surveillons de près l'évolution de cette situation.

Keir Starmer n'a jamais voulu que la Grande-Bretagne quitte l'UE. Mais le parti du Premier ministre a subi une défaite aux élections ce mois-ci, et toute mesure qui ressemble à un retour vers l'UE est profondément impopulaire. Hier, Starmer a dévoilé les détails de son nouvel accord avec l'UE. L'accord est élaboré pour rendre le pouvoir à l'Europe, sans sembler trop radical. Voici quelques éléments de l'accord :

- *Alimentation et agriculture* : Le Royaume-Uni se soumettra aux règles de l'UE. Elles sont déjà similaires, donc cela ne semble pas être un gros problème. Cependant, céder ce contrôle peut rendre impossible à la Grande-Bretagne de signer de nouveaux accords commerciaux. Cela peut même faire échouer les accords qu'elle a déjà signés.
- *Changement climatique* : La Grande-Bretagne s'est engagée dans le système de commerce des émissions de carbone de l'UE et s'est engagée à réduire les émissions de carbone d'une manière « au moins aussi ambitieuse que celle de l'UE ». Les politiques climatiques désastreuses font désormais partie intégrante du traité de l'UE.
- *Pêche* : L'Europe aura accès aux eaux de pêche britanniques jusqu'en 2038, une catastrophe pour les pêcheurs britanniques.
- *Migration* : Un programme de mobilité des jeunes ouvrira les portes à une immigration de masse en provenance d'Europe.

Qu'est-ce que la Grande-Bretagne en retire ? La nourriture britannique sera plus facilement expédiée en Europe. Ses entreprises de défense pourront vendre dans le cadre du fonds de réarmement de 150 milliards de dollars de l'UE. Et les touristes britanniques pourront peut-être utiliser les portes électroniques plus rapides lors de leur arrivée dans les aéroports européens. On dirait que Starmer n'est pas un grand négociateur.

Voici quelques réactions cinglantes de commentateurs britanniques :

- Andrew Neil, *Daily Mail* : « Ceux qui pensaient que le Royaume-Uni ne serait plus jamais humilié dans des négociations avec l'UE comme il l'avait été lorsque la malheureuse Theresa May avait tenté de négocier notre sortie de l'UE au lendemain du référendum de 2016 devront y repenser. »
- Ambrose Evans-Pritchard, *Telegraph* : « La seule raison pour laquelle un gouvernement sensé accepterait des conditions aussi déséquilibrées serait si l'objectif véritable est de replacer ce pays dans l'orbite de l'UE, par étapes, en créant une série de précédents par le biais de la méthode Monnet, jusqu'à ce que la logique devienne irréversible. »
- Robert Tombs, historien : « Cette "réinitialisation" est assez déprimant par sa superficialité. Mais il ne s'agit pas seulement de gains et de pertes triviaux. Il s'agit surtout d'une indifférence désinvolte envers les valeurs britanniques fondamentales. La plus grande de ces valeurs est la croyance selon laquelle le peuple doit, enfin, décider. Cela a toujours été une belle caractéristique de notre histoire : la Magna Carta, la Révolution glorieuse, la Grande Loi de réforme, le Budget du peuple, le suffrage féminin. [...] Mais cette semaine, le peuple n'a pas décidé. Qui l'a fait ? Keir Starmer. Il compte non pas sur le consentement populaire, mais sur l'apathie populaire. »

En réalité, en se tournant vers Bruxelles, le Royaume-Uni se tourne vraiment vers l'Allemagne. Le deuxième voyage à l'étranger de Starmer après sa prise de fonction a été à destination de l'Allemagne. Il a rencontré le chancelier Olaf Scholz à cinq reprises au cours de ses deux premiers mois de mandat. Il veut revenir dans l'UE et recherche l'aide de l'Allemagne.

Il s'agit d'une tendance dangereuse et prophétique. « La Grande-Bretagne et l'Amérique s'alignent de plus en plus sur l'Allemagne (l'Assyrie moderne) et cela sera notre perte, parce que Dieu fera en sorte que cela se produise », a écrit Gerald Flurry. Ce nouvel accord avec l'UE montre une tendance claire dans la politique britannique : les élites recherchent des solutions en se tournant vers l'Allemagne.

Visite du pape à Nicée : Après des siècles de division, les Églises catholique romaine et orthodoxe orientale sont sur le point de se réconcilier. Le 20 mai a marqué le 1 700^e anniversaire du premier concile de Nicée, la première tentative de l'Empire romain d'établir une version du christianisme soutenue par l'État. Puisque cet anniversaire est vénéré par les chrétiens catholiques et orthodoxes, le défunt pape François a voulu souligner l'unité catholique-orthodoxe en le célébrant avec les dirigeants orthodoxes. La mort a interrompu ses plans.

Son successeur, le pape Léon XIV, a rencontré le patriarche œcuménique de Constantinople, Bartholomée, hier et a accepté de se rencontrer à Nicée à la fin novembre, à l'approche de la Fête de Saint-André. L'Église catholique et l'Église orthodoxe

sont séparées depuis le schisme Est-Ouest de l'an 1054, mais Léon XIV a promis de poursuivre l'héritage de François en faveur de l'unité chrétienne.

Depuis plus de 40 ans, le rédacteur en chef de la *Pure vérité*, Herbert W. Armstrong, prédisait que l'Église catholique tirerait ses sœurs orthodoxes sous sa domination. « Parvenir à l'unité [catholique] pose deux défis », déclarait la *Pure vérité* en novembre 1963. « Tout d'abord, elle implique la réconciliation du schisme orthodoxe qui a officiellement commencé en 1054 et a divisé les Églises de l'Est – la Grèce, la Russie, les Balkans et le Proche-Orient – de Rome. Deuxièmement, elle implique le retour à la communion romaine de tout le protestantisme, qui s'est développé à partir de 1517. » Ces événements indiquent que le premier de ces défis est en train d'être surmonté, montrant ainsi que [M. Armstrong avait raison](#).

AUTRES NOUVELLES

La Chine dévoile un porte-drones : Le Jiu Tian est un véhicule aérien sans pilote à longue endurance capable de voler à haute altitude et de déployer jusqu'à 100 drones kamikazes. Ce drone à réaction, d'une envergure de 25 mètres et d'un rayon d'action de 7 000 km, vise à améliorer les capacités de la Chine en matière de tactiques d'essaimage, de surveillance et de guerre électronique. Il devrait effectuer son premier vol d'essai le mois prochain. Nous voyons les armes de la Troisième Guerre mondiale en action.

Conditions météorologiques extrêmes : Des tempêtes ont fait 28 morts et des dizaines de blessés dans trois États américains vendredi et samedi. Il y a toujours des leçons à tirer de telles tragédies, qui sont bien plus profondes que le message des missionnaires du changement climatique.